



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

**CONTRIBUTION PRÉVUE DÉTERMINÉE AU NIVEAU
NATIONAL (CPDN) AU TITRE DE LA CONVENTION
DES NATIONS UNIES SUR LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE (CCNUCC)**

Septembre 2015

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| LISTE DES ACRONYMES | 3 |
| RÉSUMÉ | 4 |
| 1. CONTEXTE NATIONAL | 4 |
| Objectifs nationaux de développement et priorités stratégiques de développement durable | 4 |
| Objectif de la CPDN de la République de Guinée | 4 |
| Processus d'élaboration de la CPDN de Guinée | 5 |
| 2. ENGAGEMENTS D'ADAPTATION | 5 |
| Justification de l'intégration de l'adaptation dans la CPDN | 5 |
| Impacts du changement climatique | 6 |
| Engagements actuels et planifiés | 6 |
| Lacunes, barrières et besoins | 8 |
| 3. ENGAGEMENTS D'ATTÉNUATION | 9 |
| Justification de l'année de référence, de la période d'engagement et des secteurs couverts | 9 |
| Engagements et potentiels d'atténuation | 10 |
| 4. ÉQUITÉ ET AMBITION | 13 |
| 5. PROCESSUS DE PLANIFICATION, DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DE LA CPDN | 13 |
| Activités transversales nécessaires pour la mise en oeuvre de la CPDN | 13 |
| Activités spécifiques pour la mise en oeuvre de la CPDN | 14 |
| 6. MOYENS DE MISE EN ŒUVRE | 15 |

LISTE DES ACRONYMES

| | |
|-----------|--|
| CEDEAO | Communauté économique et de développement des Etats d'Afrique de l'Ouest |
| CNI | Communication Nationale Initiale de la République de Guinée |
| CCNUCC | Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique |
| CPDN | Contribution prévue déterminée au niveau national |
| CUTF | Changement utilisation des terres et foresterie |
| DSRP-III | Document de stratégie de réduction de la pauvreté – 2013-2015 |
| FEM | Fonds pour l'environnement mondial |
| FAO | <i>Food and agriculture organization</i> |
| GES | Gaz à effet de serre |
| MEEF | Ministère de l'Environnement, des Eaux et forêts |
| MDP | Mécanisme pour un développement propre |
| PANA | Plan d'action national sur l'adaptation |
| PMA | Pays moins avancé |
| PNC-COP21 | Plateforme Nationale de concertation COP21 |
| SDAM | Schéma directeur d'aménagement de la mangrove |
| SE4All | <i>Sustainable Energy for All</i> |
| REDD+ | Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des terres |
| RGPH | Recensement Général de la Population et de l'Habitation |
| PIB | Produit intérieur brut |

RÉSUMÉ

Contexte :

- Population : 7,2 millions (RGPH 1996)
- Taux de croissance démographique : 3,1%/an (RGPH 1996)
- Emissions de GES par habitant : 2,1 tCO₂e/hab. en 1994
- Part de la Guinée dans les émissions mondiales : inférieure à 0,1%
- Croissance du PIB : 3,9% en 2012 (DSRP-III)
- Part du secteur agricole dans le PIB : 20,1% en 2014 (Banque Mondiale)
- Incidence de la pauvreté : 55,2% en 2012 (DSRP-III)

Année de référence : 1994

Période d'engagement : 2016-2030

Contribution conditionnée au soutien international.

Secteurs concernés : Agriculture, forêts, énergie, ressources en eau, zone côtière, élevage, pêche, mines

Niveau d'atténuation estimé : - 13% d'émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2030 par rapport à 1994 (Communication Nationale Initiale de la République de Guinée), hors Changement utilisation des terres et foresterie (CUTF)

Besoins en financements estimés :

- Adaptation : jusqu'à 1,7 milliards USD sur la période
- Atténuation : au moins 6,5 milliards USD sur la période sur le seul secteur énergétique

1. CONTEXTE NATIONAL

OBJECTIFS NATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Située à la 178^{ème} place (sur 187 pays) en termes d'IDH, la République de Guinée souffre de vulnérabilités structurelles fortes, en dépit de progrès récents. L'incidence de pauvreté au niveau national était de 55,2% en 2012. Ainsi, 6,2 millions de Guinéens vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Près d'un enfant sur trois souffrait en 2012 de malnutrition. En somme, en 2015, rares sont les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui aient une chance d'être atteints. Or, dans un contexte de forte croissance démographique (doublement de population tous les 25 ans), il est absolument urgent d'accélérer et de diversifier la croissance économique afin de répondre au défi social qui se présente, sans pour autant contraindre les générations futures.

L'enjeu de développement durable reste donc prioritaire afin de satisfaire les besoins essentiels de la population guinéenne. De plus, les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la République de Guinée sont très faibles, comparées à un niveau moyen mondial.

OBJECTIF DE LA CPDN DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

La République de Guinée a ratifié la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Protocole de Kyoto respectivement en 1993 et 2005. Elle a, depuis, élaboré des stratégies en matière de lutte contre les changements climatiques, parmi lesquelles sa Communication Nationale initiale, sur la base d'un inventaire des gaz à effet de serre (GES) en 2001 (sur la base des émissions de 1994). Un second inventaire a été mené en 2011 (émissions de 2000), mais il n'a pas encore donné lieu à la soumission d'une nouvelle communication nationale. Enfin, la République de Guinée a élaboré son PANA en 2007 et engagé plusieurs projets pour mettre en œuvre ce plan.

La Guinée doit actuellement faire face à deux défis majeurs : sortir sa population de la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire du pays, alors que la croissance démographique est de l'ordre de 3% par an et que le nombre d'habitants devrait atteindre 18 à 20 millions en 2030. Elle a également pour ambition de passer de Pays moins avancé (PMA) à Pays émergent d'ici à 2030, ce qui implique d'avoir pour cela un taux de croissance

du PIB de 5 à 7% par an. Compte tenu de ces ambitions et de la croissance démographique, les besoins énergétiques de la Guinée pourraient doubler en l'espace de 20 ans. Ainsi, **en faisant l'hypothèse d'absence de rupture des pratiques et des systèmes, le taux de croissance annuel des émissions est estimé à +4,4%**, soit un peu plus d'un doublement tous les 20 ans.

La Guinée est particulièrement riche en ressources naturelles. Elle est considérée comme un puits de carbone grâce à ses ressources forestières (Communication nationale Initiale, 1994). En outre, elle abrite la source de plus de 1 000 cours d'eau et de quatre des principaux fleuves d'Afrique de l'Ouest. Ces ressources sont gravement menacées par les impacts des changements climatiques et la pression pourrait être accrue du fait de flux de population régionaux. En effet, la situation géographique de la Guinée pourrait en faire un refuge pour les populations des pays sahéliens voisins du Nord, en particulier les éleveurs pastoraux, plus gravement touchés par la sécheresse et la modification des régimes pluviométriques. De plus, la Guinée est d'une grande importance au niveau mondial pour l'industrie de l'aluminium, car elle abrite plus du tiers des réserves de bauxite de la planète.

Pour toutes ces raisons, et afin de contribuer le plus efficacement possible à son développement durable et à celui de ses voisins, la Guinée se veut être un pays stabilisateur de la sous-région à l'horizon 2030, en :

- ⇒ préservant et valorisant ses ressources hydriques ;
- ⇒ s'efforçant de rester un puits de carbone ;
- ⇒ exploitant ses ressources en sols et en sous-sol de manière raisonnée ;
- ⇒ portant la réflexion de la CEDEAO pour intégrer davantage les enjeux du changement climatique dans le Plan de transhumance régional.

Pour réaliser cela, plusieurs pistes s'offrent à elle. Parmi ces pistes, citons le développement des énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la diminution de la pression sur les forêts par la mise en œuvre d'une gestion durable des ressources forestières et des terres, le développement et l'amélioration de pratiques agricoles et pastorales adaptées aux changements climatiques, etc.

PROCESSUS D'ELABORATION DE LA CPDN DE GUINEE

Le Ministère de l'Environnement, des Eaux et forêts (MEEF), à travers sa Direction Nationale de l'Environnement, est en charge de coordonner la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de lutte contre les changements climatiques et assure la gestion des inventaires de GES.

La **Plateforme Nationale de Concertation** sur la COP21 (plus loin PNC-COP21) a été créée, à l'initiative du MEEF, afin de mobiliser les représentants de l'Etat, les départements techniques, la société civile et le secteur privé pour faire entendre la voix de la Guinée par une large contribution de toutes les institutions et de toutes les couches sociales. Elle doit, entre autres objectifs, développer l'information et la communication sur la COP21, éveiller la conscience de la société civile et des acteurs économiques, etc. Elle inclut un segment de haut niveau (segment ministériel) et 11 panels thématiques qui ont contribué à l'élaboration de la CPDN.

2. ENGAGEMENTS D'ADAPTATION

JUSTIFICATION DE L'INTÉGRATION DE L'ADAPTATION DANS LA CPDN

Promouvoir un développement économique durable qui prenne en compte l'adaptation aux changements climatiques est indispensable dans le but d'anticiper les impacts et ainsi de réduire les coûts et dommages liés à leur survenue. A ce titre, il est essentiel d'intégrer les enjeux principaux d'adaptation de la Guinée dans la CPDN, afin de souligner, auprès de la Communauté internationale, les efforts massifs qui devront être consentis par la Guinée pour faire face aux impacts négatifs du changement climatique, ainsi que pour prendre ses responsabilités par rapport à la vulnérabilité de la sous-région ouest-africaine.

La Guinée a finalisé son Programme d'Action National d'Adaptation (PANA) en 2007. Il a permis d'identifier les secteurs vulnérables suivants : agriculture-élevage, eau, zone côtière et foresterie. Le PANA a également permis d'identifier les groupes les plus vulnérables au changement climatique pour différentes régions du pays, à savoir notamment les populations pauvres dans les zones rurales, telles que les agriculteurs et agricultrices,

les petits producteurs et petites productrices ou encore ceux et celles dont l'activité dépend principalement de l'exploitation des ressources naturelles (chasseurs, pêcheurs, saliculteurs, etc.).

La Guinée a ratifié les deux autres conventions de Rio et élaboré des stratégies nationales de lutte contre la désertification et la dégradation des terres, ainsi que sur la biodiversité. La mise en œuvre de ces 2 stratégies participera également de l'adaptation aux changements climatiques.

IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Jouissant actuellement d'un climat propice pour l'agriculture (pluviométrie moyenne de 1200 mm / an au Nord et Nord-Est ; 4000 mm à Conakry et jusqu'à 1800 mm dans les hauteurs du Fouta-Djalon), la Guinée est à la fois exposée et sensible au changement climatique, et ne dispose que de peu de capacité d'adaptation. Parmi les principaux impacts des changements climatiques affectant la Guinée, on peut en effet citer : i) une augmentation générale des températures moyennes, ii) une baisse des précipitations moyennes annuelles en particulier dans le Nord-Ouest et le Nord-Est du pays et une modification de la fréquence et de la répartition intra-annuelle des précipitations, et iii) l'élévation du niveau de la mer (de l'ordre de 80 cm d'ici à 2100). Ces nouvelles conditions climatiques pourraient ainsi générer des conséquences négatives sur de nombreux secteurs.

Néanmoins, même en voyant son régime pluviométrique modifié, la Guinée devrait continuer à bénéficier de conditions climatiques plus favorables que ses voisins du Nord et pourrait devenir un lieu de transhumance des troupeaux sahéliens plus important qu'à l'heure actuelle, générant d'importants conflits d'usage des terres.

ENGAGEMENTS ACTUELS ET PLANIFIÉS

La Guinée est à la fois sensible et exposée au changement climatique. Située aux portes du Sahel, une des régions du monde les plus affectées par le changement climatique, la Guinée doit diminuer rapidement sa vulnérabilité au changement climatique : c'est un besoin pour sa population, mais aussi pour ses voisins.

Par le présent document, et pour faire face aux conséquences locales des changements climatiques dont elle n'a pourtant pas la responsabilité historique, la République de Guinée s'engage à :

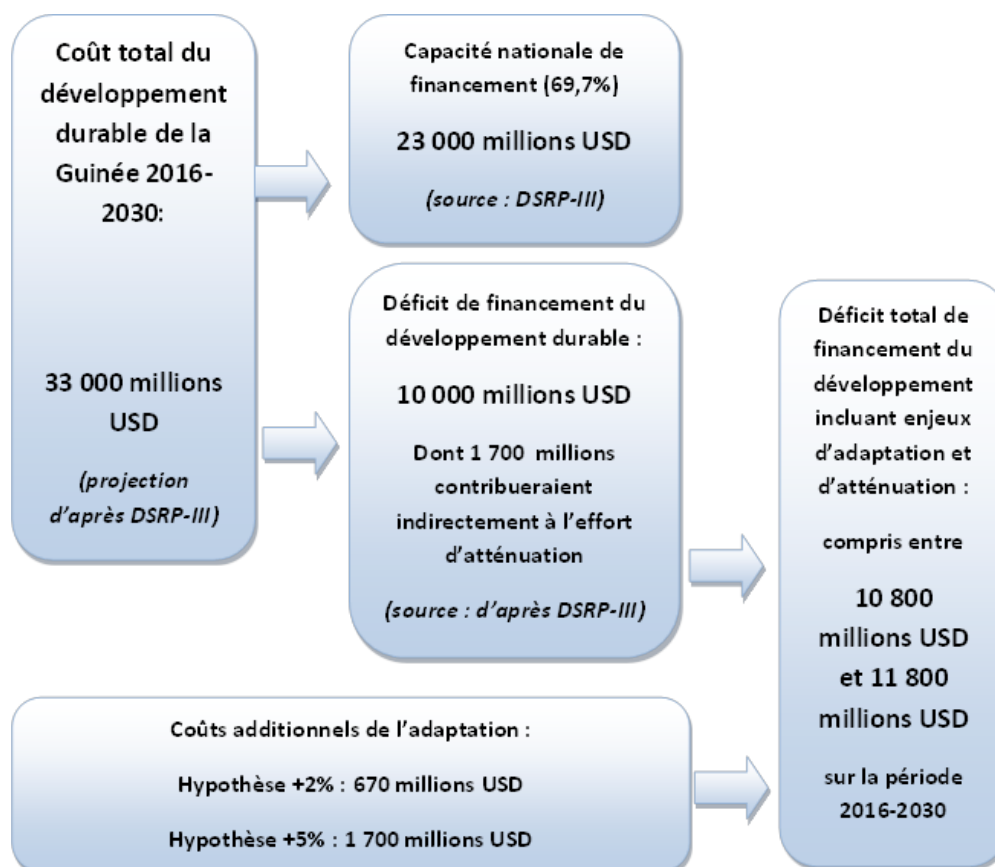
| Engagement | Contexte et description de l'engagement | Actions |
|---|---|--|
| Préserver, pour le bénéfice des populations guinéennes et de la région ouest-africaine, la qualité et la quantité des ressources en eau | La Guinée est considérée comme le «château d'eau de l'Afrique occidentale». Quatre bassins d'une importance capitale pour la sous-région, du fait notamment des potentialités qu'ils recèlent en termes de développement économique et de maintien de la biodiversité, prennent leur source en Guinée. Sous l'effet des changements climatiques, le débit des cours d'eau connaîtra des réductions qui pourraient atteindre plus de 50% de la moyenne quotidienne actuelle à l'horizon 2100. Le débit du fleuve Niger devrait ainsi être réduit partout de 16% à 28% (sensibilité 2,50°C) et jusqu'à 23% à 54% (sensibilité 4,5°C). Etant donnée la place stratégique de la Guinée, en amont des principaux bassins ouest-africains, les choix de gestion des ressources en eau auront inmanquablement des impacts en aval, au-delà des frontières guinéennes. Ces implications internationales rendent d'autant plus grande la responsabilité de la Guinée quant à une gestion saine de ses ressources dans le contexte actuel de changement climatique. | <p>Actions prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préservation et restauration des ripisylves des têtes de sources et des berges, en particulier sur les cours d'eau transfrontaliers ; - Assurer la préservation des berges et du lit des cours d'eau nationaux et transnationaux. - Recherche d'alternatives aux activités d'usage et de prélèvement, dégradant la qualité des eaux (fabriques de briques, dragage des lits pour la recherche de minerais) ; - Intégration de la dimension changement climatique dans les cadres institutionnels et juridiques et organismes de bassins chargés d'assurer la gestion et l'aménagement des bassins versants transfrontaliers ; - Mise en place d'un système de suivi hydro-écologique des fleuves internationaux. |
| Mettre en place les mesures nécessaires à la protection, la conservation et la gestion des écosystèmes, la redynamisation des activités économiques et le renforcement de la résilience des populations de sa zone côtière | <p>La zone côtière est une zone stratégique en Guinée. En effet, elle est la première zone économique de la Guinée et abrite environ 38% de la population. Elle joue également un rôle fondamental pour les secteurs agricole et énergétique. Elle contribue pour 24 % de la production nationale en riz. Le potentiel en terres agricoles du littoral est de 1,3 million d'hectares dont 380 000 ha sont cultivés chaque année. Diverses cultures céréalières, fruitières, maraîchères et tubercules sont pratiquées en arrière mangrove. Sur les 385 000 ha de mangrove initialement existants, plus de 140 000 ha ont été convertis en rizière. En ce qui concerne l'énergie, elle fournit par l'intermédiaire de la mangrove 60 % de l'énergie domestique de la capitale et des principales villes du littoral.</p> <p>La zone côtière est particulièrement vulnérable aux changements climatiques, du fait de l'élévation du niveau de la mer et de l'intensification de l'érosion sur les côtes, avec des impacts sur les ressources halieutiques, la destruction d'infrastructures dans les villes et villages côtiers et la disparition ou la salinisation des plaines rizicoles.</p> <p>Tous ces éléments font de la zone côtière une zone soumise à très forte pression, en raison des activités économiques qui s'y implantent, de l'urbanisation anarchique qui s'impose, faute de code littoral et de respect du code foncier, et des impacts des changements climatiques.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Actualisation du schéma directeur d'aménagement de la mangrove (SDAM) ; - Diminution des sources de dégradation de la mangrove ; - Intégration de l'adaptation dans les plans locaux de développement et outils d'aménagement du territoire ; - Renforcement de la connaissance scientifique sur l'ensemble du littoral ; - Développement de la production de riz en améliorant les rendements grâce à l'utilisation de variétés plus adaptées aux impacts des changements climatiques (notamment l'intrusion en eau salée). - Extension des initiatives-pilotes déjà lancées, en particulier le projet Renforcement de la Résilience et Adaptation aux Impacts Négatifs du Changement Climatique dans les Zones Côtières Vulnérables de Guinée (RAZC) à l'ensemble des communes du littoral. |
| Accompagner les efforts d'adaptation des communautés rurales pour développer des | <p>La sécurité alimentaire n'est pas assurée actuellement en Guinée. La priorité est donc d'augmenter la production, et ce malgré le risque de voir les rendements diminuer compte tenu des impacts des changements climatiques.</p> <p>Les pratiques agricoles permettant d'assurer une</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Diversification des productions agricoles ; • Développement de la pisciculture agro-écologique ; • Variétés et techniques culturales faibles en intrant adaptées à un climat moins pluvieux ; |

| | | |
|---|--|---|
| techniques agro-sylvo-pastorales qui permettent à la fois de poursuivre leurs activités et de préserver les ressources sur lesquelles elles s'appuient | gestion durable des terres et des ressources en eau, et qui seront de nature à limiter les émissions de GES sont à encourager. | <ul style="list-style-type: none"> • Irrigation maîtrisée ; • Intégration de la dimension changement climatique dans la budgétisation, les plans, programmes et projets de développement ; • Développement des aménagements hydro agricoles ; • Développement de techniques de conservation et de transformation des produits agro-sylvo-piscicoles ; • Meilleure gestion du pastoralisme, transnational notamment, de façon à limiter la dégradation des pâturages et des sols et à atténuer les risques de conflits d'usage. |
|---|--|---|

LACUNES, BARRIERES ET BESOINS

La République de Guinée est confrontée à des défis considérables au plan socio-économique, auxquels s'ajoutent les impacts actuels et futurs des changements climatiques. Pour faire face à ces besoins d'adaptation, quatre barrières principales ont été identifiées:

1. Les coûts colossaux de l'adaptation, s'ajoutant au *gap* de financement des besoins essentiels en matière de développement et de réduction de la pauvreté (source: Document de stratégie de réduction de la pauvreté 2013-2015 – DRSP-III). Les besoins en matière de financement de l'adaptation (additionnels aux besoins de financement du développement) sont estimés entre 670 et 1700 millions USD. L'adéquation de la réponse internationale pour maintenir le réchauffement global en deçà de +2°C contribuera, bien entendu, à réduire les impacts, et les coûts associés.



A titre d'exemple, le coût total du projet de "conservation des écosystèmes de la Mano River Union et la gestion des eaux internationales" s'élève à 31 millions USD sur 5 ans. Les besoins financiers pour le seul engagement sur les ressources en eau pourrait ainsi s'élever, pour les 3 bassins versants internationaux à près de 300 millions USD sur la période 2015-2030.

2. Les lacunes en matière de données climatiques fiables et robustes, mais aussi de l'ensemble des données statistiques relatives à la gestion des ressources naturelles;
3. L'insuffisante intégration, à travers les institutions gouvernementales et les collectivités, de la dimension adaptation dans la planification du développement;
4. L'obsolescence et le non-respect des plans et schémas d'aménagement du territoire.

3. ENGAGEMENTS D'ATTÉNUATION

JUSTIFICATION DE L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE, DE LA PERIODE D'ENGAGEMENT ET DES SECTEURS COUVERTS

La Guinée a publié auprès de la CCNUCC sa Communication Nationale Initiale sur la base de données datant de 1994. Cette année a donc été considérée comme une référence et l'ensemble des résultats en émissions de GES est extrait ou extrapolé à partir des données de ce document.

Par ailleurs, pour le secteur de l'énergie, les travaux du programme *Sustainable Energy for All* (SE4ALL, 2014) ont été intégralement repris. Ils portent sur des données des années 2011 – 2014 et élaborent des objectifs à horizon 2030.

Par souci de simplicité et de clarté, et conformément aux objectifs du DSRP III, les émissions évitées par les actions du SE4ALL ont été évaluées sur la période 2015-2030.

L'inventaire de gaz à effet de serre réalisé pour la Communication nationale initiale (inventaire sur la base des émissions de 1994) montre que les secteurs de **l'énergie**, du **changement d'utilisation des terres et de la foresterie** (CUTF) et de **l'agriculture** sont les principaux émetteurs et constituent donc une priorité stratégique pour la Guinée en matière d'atténuation, et ont été ainsi inclus dans la CPDN.

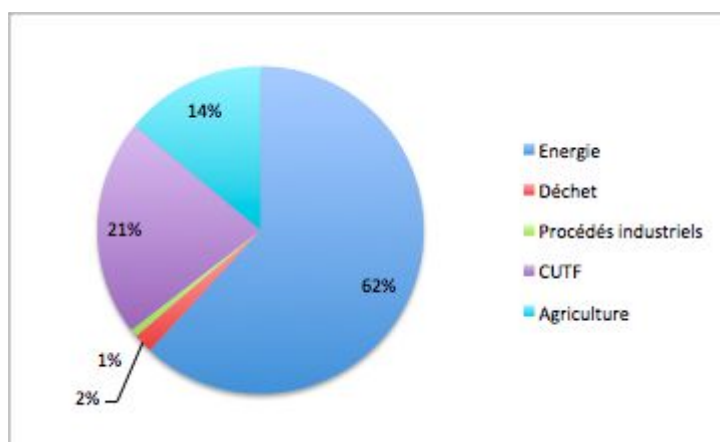


Figure: Bilan des émissions de GES, d'après la CNI, hors séquestration de GES (données 1994)

L'absence, dans la présente CPDN, d'engagements relatifs aux postes d'émissions "procédés industriels" et "déchets" s'explique par :

- Le fait que les émissions de ces secteurs, selon les évaluations réalisées (Communication Nationale Initiale, travaux de la Seconde Communication Nationale), **sont d'un ordre de grandeur très inférieur aux autres**, compte tenu des méthodologies de comptabilisation des émissions et de la faible structuration de ces secteurs ;
- la collecte et le traitement des déchets et eaux d'assainissement restent très limités, malgré l'importance du secteur en matière de préservation de l'environnement, de qualité de vie et de santé pour ses populations. Néanmoins, compte tenu des projections de croissance démographique, qui impacteront le niveau des émissions du secteur des déchets, la contribution nationale de la Guinée pourra lors d'une prochaine révision, intégrer ce secteur, sur la base d'une meilleure connaissance des émissions liées à travers la mise en place des installations et de modalités de gestion appropriées.

La CNI 94 considère les tendances suivantes (prolongées jusqu'en 2030) :

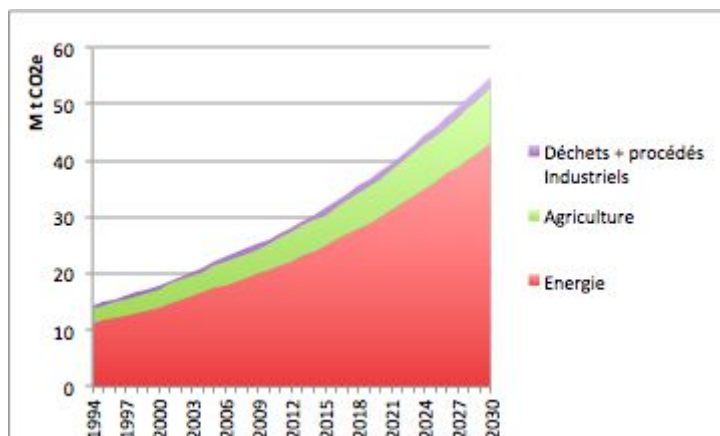


Figure : Projection des émissions de la Guinée (hors CUTF) (source : d'après CNI 1994)

Le taux de croissance des émissions serait de 4,4% par an sur la période. Par habitant, les émissions passeraient de 2,1 à 2,7 tCO₂e/hab. Au total, cela représenterait un doublement sur 20 ans et près de 55 M tCO₂e en 2030.

ENGAGEMENTS ET POTENTIELS D'ATTÉNUATION

Par le présent document, et dans l'optique de participer à l'effort mondial de décarbonisation des économies, la République de Guinée s'engage à :

| Engagement | Contexte et description de l'engagement | Objectifs | Réduction d'émissions escomptées ¹ |
|--|---|--|---|
| Produire 30% de son énergie (hors bois-énergie) par des énergies renouvelables (SE4ALL) | <p>Les trois sources d'énergie qui composent le mix énergétique guinéen (en 2011) sont : la biomasse (pour 77%) ; les hydrocarbures importés (pour 22%), l'hydroélectricité (pour environ 1%) et les énergies nouvelles et renouvelables comme le solaire, l'éolien et le biogaz (pour environ 0,02 %).</p> <p>La Guinée présente un déficit de production électrique structurel et croissant sous l'effet conjugué d'une augmentation rapide de la demande (qui devrait encore s'accélérer dans les années à venir, notamment avec le développement prévu de sites miniers d'importance majeure) et d'une progression lente de l'offre due au manque d'investissement et à la dégradation progressive de l'outil de production. L'objectif du gouvernement est pourtant de rendre l'électricité disponible à 100% de sa population en 2030 (contre 18,1% en 2011).</p> | <p>La Guinée, conformément aux travaux menés dans le cadre du programme SE4ALL, ambitionne d'ici à 2030 :</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en service de 1650 MW de centrales hydroélectriques (127MW en 2011) ; L'installation de 47 MW supplémentaires (3MW en 2011) d'énergie solaire et éolienne; L'accroissement de l'offre en biocarburants et autres énergies modernes (40 ktep de butane et biogaz, 3 000 kWc de biocarburant). | <p>Le potentiel d'atténuation de cet engagement est évalué à 34 M t CO₂e cumulées sur les 15 prochaines années.</p> |
| Soutenir la diffusion de technologies et pratiques économes ou alternatives au bois-énergie et charbon de | <p>La biomasse-énergie (essentiellement constituée de bois de chauffe et charbon de bois) représente 77 % de la consommation primaire brute en 2011 et est utilisée par plus de 85 % des ménages pour qui elle constitue la principale source d'énergie. Cette situation se traduit par la perte progressive du couvert forestier des bassins d'approvisionnement urbain et la dégradation des milieux</p> | <p>Par conséquent, la Guinée ambitionne d'ici à 2030 une réduction de la demande finale de bois de feu et de charbon de bois par habitant (niveaux urbain et rural) de 50% par rapport à 2011, notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> la structuration de filières industrielles locales permettant | <p>Le potentiel d'atténuation de cet engagement est évalué à 23 M t CO₂e cumulées sur les 15 prochaines années.</p> |

¹Les réductions d'émissions escomptées tiennent compte de la « demande supprimée » selon un scénario de croissance de la population de +3% par an et de croissance du PIB de +5%/an.

| | | | |
|---|---|---|--|
| <p>bois</p> <p>(SE4ALL et Stratégie biodiversité)</p> | <p>(particulièrement des sols).</p> <p>Les rendements d'utilisation des combustibles traditionnels sont très faibles (entre 5% et 15% de rendement énergétique en fonction des technologies). Les filières biomasse-énergie recèlent plusieurs domaines importants d'application de technologies et de savoir-faire pour améliorer l'efficacité énergétique (production et consommation).</p> <p>Plusieurs programmes de diffusion de foyers améliorés ont été élaborés à cet effet et mis en œuvre depuis 1985, ainsi que des politiques de gestion durable de la biomasse. C'est en 1998 que le Gouvernement guinéen a adopté une politique sectorielle de gestion des énergies traditionnelles dont une composante est de permettre l'amélioration des équipements de carbonisation pour la production de charbon de bois. Ces politiques ont permis de diffuser 256 711 foyers, ce qui a permis une économie de 506 353 tonnes de bois énergie, soit 6 575 ha de couvert sauvegardé. Le Programme intégré d'accès aux services énergétiques modernes (PRONIASE) prévoit à l'horizon 2015, de diffuser 10 000 foyers améliorés de cuisson au bois de feu et au charbon de bois et 2 000 fours améliorés de carbonisation du bois pour la production de charbon de bois. S'y ajoute un programme de développement de cuiseurs économes à bois destinés au milieu rural.</p> | <p>l'introduction d'au moins 1 000 000 foyers améliorés;</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en place de 5000 unités de carbonisation du bois ayant un meilleur rendement pondéral ; • la substitution par le butane (40 ktep) ; • l'extension des initiatives pilotes de diffusion de foyers améliorés et de briques en terre stabilisée. | |
| <p>Améliorer la performance énergétique de l'économie guinéenne</p> <p>(SE4ALL)</p> | <p>Il existe un important potentiel d'économie d'énergie sur toutes les filières énergétiques nationales actives en Guinée et dans les secteurs d'activités économiques. L'intensité énergétique du Produit Intérieur Brut (PIB) est quant à elle évaluée à 0,55 ktep / 1 USD produit.</p> <p>L'efficacité globale du système énergétique de la Guinée en 2011, mesurée à travers le ratio « énergie utile sur consommation énergétique brute » serait de l'ordre de 19 %.</p> | <p>L'objectif est de doubler ce ratio d'ici à 2030, notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'amélioration de 50 % des rendements de la production de l'électricité par rapport à la situation de référence (2011); • La baisse des consommations spécifiques des secteurs transport, résidence et administration publique à travers l'amélioration de la qualité du parc des transports, la promotion du transport public, la diffusion des lampadaires solaires, des lampes et équipements électriques à basse consommation, ainsi que la mise en œuvre de normes d'efficacité dans la conception des bâtiments. | <p>Les données disponibles ne permettent pas actuellement d'évaluer le potentiel d'atténuation de cet engagement.</p> |

LACUNES, BARRIERES ET BESOINS

Les investissements nécessaires pour atteindre les objectifs de SE4ALL en Guinée sont évalués en valeur actuelle à 8 179 millions USD sur 20 ans (2011-2030). Ceci équivaut à environ 409 millions USD d'investissement annuel sur 20 ans, y compris les actions en cours depuis 2011.

A l'heure actuelle, seul 20% de ce plan d'investissement a été effectivement mobilisé par le gouvernement de Guinée. **Les besoins financiers pour les seules mesures de déploiement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique sont donc évalués à plus de 6,5 milliards USD.**

| | | | |
|--|---|---|---|
| <p>Rendre climato-compatible l'exploitation des ressources minières</p> | <p>Le développement du secteur minier constitue l'un des enjeux économiques majeurs de Guinée, compte tenu de son potentiel en matière d'emplois et de ressources fiscales. Ainsi, le secteur minier est amené à devenir l'un des piliers de l'économie guinéenne. Il y a donc là une opportunité pour faire du secteur minier de Guinée, un exemple en matière d'intégration des enjeux climatiques (atténuation/adaptation), tout au long de la chaîne de valeur.</p> <p>Les mines en exploitation représentent environ 25% des revenus de l'Etat. Les principales ressources minérales du pays sont la bauxite (plus de 30 % des réserves mondiales), le minerai de fer (9 milliards de tonnes), de diamant, d'or, etc. Elles sont en cours d'exploitation par des multinationales actives en Guinée depuis les années 1960 pour certaines. L'exploitation minière artisanale à petite échelle est également en expansion notamment pour l'or et le diamant qui occupent directement ou indirectement plus de 100 000 personnes.</p> <p>Le secteur industriel minier est le premier consommateur d'énergie conventionnelle (électricité et hydrocarbures) en Guinée. Il est constitué d'auto-producteurs d'électricité qui consomment près de la moitié (47%), de l'énergie primaire conventionnelle disponible.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'application du Code minier de 2013, dont l'un des piliers est le respect de l'environnement et le Code de l'environnement (et ses textes d'application) ; • Imposer la prise en compte des impacts des changements climatiques dans les Plans de Gestion Environnemental et Social à tous les projets d'exploitation minière traditionnelle ou moderne ; • Evaluer la faisabilité de la création et le fonctionnement d'un mécanisme financier pour financer la contribution à la lutte contre les changements climatiques par le secteur minier ; • Renforcer l'efficacité énergétique du secteur (le potentiel d'amélioration de l'efficacité énergétique a été évalué à 51 016 tep/an) ; • Fournir autant que possible une électricité renouvelable à ce secteur. Les prévisions en matière de demande future d'électricité du secteur minier, dans un scénario haut (avec deux fonderies d'aluminium et une aciérie) pourraient à elles seules absorber plus de 80% du potentiel hydroélectrique (6 000 MW) inventorié à ce jour. | <p>Le potentiel d'atténuation de cet engagement (volet efficacité énergétique) pourrait représenter j u s q u ' à 9 Mt CO2e cumulées sur les 15 prochaines années.</p> |
|--|---|---|---|

LACUNES, BARRIERES ET BESOINS

Les grandes entreprises du secteur minier appliquent partiellement les nouvelles applications du Code minier de 2013 relatives à la réalisation d'études d'impact environnemental et social en préalable à toute dégradation, à la compensation obligatoire et à la réhabilitation des anciennes mines. Cet engagement de Responsabilité sociale et environnementale (RSE) pourrait être complété par une intégration des risques liés aux changements climatiques, et par la nécessité de réduire l'empreinte carbone de l'exploitation sur toute la chaîne de valeur.

Les exploitations minières traditionnelles sont, en revanche, plus difficiles à encadrer ; la vulgarisation des textes de lois et la sensibilisation des populations aux enjeux environnementaux peuvent constituer des pistes d'action.

Un certain nombre de taxes et de redevances sont prévues par le Code de l'environnement et le Code minier de 2013 ; l'explosion du secteur, tel qu'anticipé par l'administration guinéenne, serait ainsi susceptible de générer d'importantes recettes. Il pourrait être opportun de mobiliser une partie de ces recettes, ou bien de créer une nouvelle taxe, destinée au financement de la lutte contre les changements climatiques.

| | | | |
|-------------------------------------|--|--|---|
| Gérer durablement ses forêts | <p>La Guinée recèle un patrimoine de diversité biologique riche et varié, avec notamment des forêts denses humides dans sa partie sud-est, des forêts sèches au nord, des forêts denses mésophiles entre Boké et Mamou en passant par Kindia, et des forêts de mangrove. Ces zones constituent des endroits privilégiés pour la conservation de grands mammifères, d'oiseaux, de batraciens, beaucoup de familles d'invertébrés... Plusieurs espèces endémiques y vivent.</p> <p>En 1994, la Communication Nationale Initiale estimait que la Guinée était un puits de carbone grâce à ses forêts.</p> <p>Faute d'inventaires forestiers disponibles (le dernier remonte à plus de 20 ans), il est difficile d'estimer précisément la progression de la déforestation en Guinée. Mais celle-ci est rapide du fait de la pression anthropique (bois de feu, urbanisation, agriculture). AGRYHMET mentionnait en 2005 une diminution de 10,3% de la superficie de la mangrove et une baisse de 33% de la superficie de l'ensemble des forêts sur la période 1972-2000.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Stabiliser, à horizon 2030, la superficie de la mangrove (pic de déforestation en 2020 ; des mesures de reboisement plus systématiques seront introduites d'ici-là, ainsi que les mesures liées aux alternatives technologiques permettant de limiter la consommation de bois-énergie, et à l'intensification de la riziculture) ; • Assurer des programmes de reboisement dans l'ensemble du territoire à hauteur de 10 000 ha par an et gérer durablement les surfaces reboisées ; • Rendre effective la préservation des forêts classées et des aires protégées à travers le renforcement des structures de contrôle (Office Guinéen des Parcs et réserves, conservateurs de la nature), la sensibilisation, la gestion participative et l'application des sanctions pénales prévues par le Code Forestier. | <p>Les données disponibles ne permettent pas actuellement d'évaluer le potentiel d'atténuation de cet engagement.</p> <p>La CNI estimait cependant que le secteur CUTF stockait 21 Mt CO2e en 1994.</p> |
|-------------------------------------|--|--|---|

LACUNES, BARRIERES ET BESOINS

Les principaux défis pour cet engagement tiennent dans l'insuffisance des moyens financiers et humains, les lacunes de la connaissance scientifique sur le rythme de dégradation des forêts, ainsi que la faible implication des communautés locales dans la gestion durable des forêts.

L'application ferme des textes réglementaires (Code forestier de 1999, code environnemental) et la révision du schéma directeur d'aménagement de la mangrove (SDAM) sont des priorités.

Le Fonds forestier national et le Fonds de sauvegarde de l'environnement sont eux-mêmes très insuffisamment abondés pour permettre l'atteinte des engagements cités, notamment pour des programmes de reboisement et de gestion durable des aires reboisées. Ainsi, une évaluation plus fine des modalités d'abondement serait nécessaire, notamment afin de couvrir les besoins liés à la protection et la valorisation des ressources forestières.

4. ÉQUITÉ ET AMBITION

La République de Guinée fait partie des Pays les moins avancés et doit faire face à des défis socio-économiques considérables.

Les **émissions de GES de la République de Guinée sont très faibles**, comparées à un niveau moyen mondial ; elle était même, selon la CNI, un puits de carbone². La **part de la Guinée dans les émissions de GES au niveau global s'élevait à bien moins de 0,1% en 2010**.

Malgré cela, la République de Guinée propose de mettre en oeuvre des actions d'atténuation correspondant à **une déviation qui équivaut à près de -13 % par rapport au scénario business as usual à horizon 2030, sans prendre en compte sa capacité de stockage par l'utilisation des sols et de la foresterie (hors CUTF)**.

² L'absence de données récentes, notamment en termes d'inventaire forestier, ne permet pas d'estimer si cette situation prévaut toujours : *a priori*, l'augmentation de la population et de l'activité économique depuis 1994 a augmenté les pressions sur les puits de carbone.

5. PROCESSUS DE PLANIFICATION, DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DE LA CPDN

ACTIVITÉS TRANSVERSALES NÉCESSAIRES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CPDN

Afin de mettre en oeuvre les engagements de la CPDN, quatre actions transversales urgentes doivent être menées, avec le soutien de la communauté internationale :

- Satisfaire les importants besoins en matière de production de données robustes et accessibles, de documents transversaux de planification stratégique à moyen terme et de monitoring relatifs aux ressources naturelles (en particulier hydriques et forestières, ainsi que les données météorologiques); ces besoins peuvent être couverts en partie par des accords bilatéraux avec certains organismes à portée régionale ;
- Promouvoir l'intégration des enjeux du changement climatique, en particulier liés à l'adaptation, dans la planification et la budgétisation au niveau local, sectoriel et national ;
- Tenir compte de la problématique du genre dans tous les programmes et projets de développement;
- Vulgariser et communiquer l'information liée au droit de l'environnement, aux causes et impacts du changement climatique, dans une démarche de sensibilisation et d'éducation de l'ensemble de la population guinéenne.

ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CPDN

| | |
|--|--|
| Cadre législatif et réglementaire | Préparation et adoption de textes légaux relatifs à la mise en oeuvre et au suivi-évaluation de la CPDN et aux décisions et résolutions de la CCNUCC, type loi-cadre sur l'environnement et les changements climatiques. |
| | Préparation et adoption de textes légaux sectoriels relatifs à la mise en oeuvre de la CPDN. |
| Cadre institutionnel | Pérennisation de la PNC-COP21 en "Plateforme nationale de consultation sur la politique de lutte contre les changements climatiques", chargée du suivi et de l'évaluation de la mise en oeuvre de la CPDN, en tant qu'organisme consultatif. |
| | Désignation de correspondants climat au sein de chaque Ministère, bénéficiant de formations régulières sur l'intégration des enjeux climat. |
| | Création d'un comité de pilotage de suivi-évaluation des politiques publiques de lutte contre les changements climatiques, au sein du Conseil national de l'environnement et du développement durable, et impliquant des experts d'instituts de recherche, de la Direction nationale de l'environnement, de la Direction des Eaux et forêts, de la Direction des études d'impacts et des correspondants climat. Ce comité devrait disposer de ressources propres pour lui permettre d'accomplir ses fonctions. |
| | Renforcement des moyens alloués à l'intégration des enjeux climat dans les Plans de développement locaux (Ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation) et dans les Plans de développement urbains. |
| | La République de Guinée a ratifié les trois principales conventions des Nations Unies : CDB (1993), CNULCD (1997), CCNUCC (1993). A ce titre, une meilleure coordination des points focaux de chacune des conventions pourrait permettre de créer des synergies. |
| | |
| Opérationnalisation de la CPDN | Achever, de manière urgente: <ul style="list-style-type: none"> - La 2^{de} communication nationale sur les changements climatiques; - L'enregistrement de la proposition de NAMA auprès de la CCNUCC; - Les études prospectives Guinée vision 2035 et Guinée Vision 2040. |
| | Réaliser, à court terme, des études complémentaires: <ul style="list-style-type: none"> - 3^{ème} inventaire national des GES; - Inventaire forestier, en vue, en particulier, d'une éventuelle proposition de stratégie REDD+; - Révision urgente, sous l'angle du changement climatique, du code foncier, du code forestier, du code de l'environnement, du Schéma directeur et du PDU de Conakry, du SDAM; - Affiner l'étude des modalités de financement des engagements de la CPDN, y compris à travers la mobilisation des marchés carbone et de l'investissement privé. |
| | Intégrer, dans le plan quinquennal 2016-2020 (en cours d'élaboration) et le budget correspondant, les actions nécessaires à la réalisation de la CPDN. |

| | |
|-------------------------------|--|
| | Renforcer les moyens à disposition de l'administration guinéenne pour: <ul style="list-style-type: none"> - La collecte et le traitement de données climatologiques et hydrologiques; - La collecte et le traitement de données marégraphiques; - La collecte et le traitement de données sur les forêts (cartographie et télédétection). |
| | Traduire la CPDN en programmes opérationnels sectoriels. |
| Actualisation/révision | Révision à l'issue de la COP21, si nécessaire. Puis révision à l'issue de la livraison de la 2nde communication nationale. Ensuite, révision tous les 5 ans par le comité de pilotage de suivi-évaluation. |

6. MOYENS DE MISE EN ŒUVRE

La République de Guinée entend mobiliser les moyens suivants pour mettre en œuvre sa CPDN :

| | |
|--|--|
| Budget National | <p>Le Budget national de développement constitue la première ressource potentielle pour mettre en œuvre les engagements de la CPDN.</p> <p>Un Fonds forestier national et un Fonds de sauvegarde de l'environnement ont été créés respectivement en 1985 et en 1987 mais peine à collecter les recettes issues des taxes et redevances environnementales ; le manque à gagner est estimé à environ 40 millions USD par an par certaines études.</p> <p>Etude de faisabilité pour la mise en place d'un Fonds national climat</p> |
| Intégration régionale | <p>L'intégration sous-régionale en matière de production électrique pourrait permettre à la Guinée d'aller plus loin dans la valorisation de son potentiel hydroélectrique, tout en assurant un partage des coûts.</p> <p>Ce constat vaut également en ce qui concerne la gestion des bassins versants transnationaux.</p> |
| Bailleurs de fonds internationaux | <p>Appui budgétaire requis pour le fonctionnement des entités de suivi-évaluation des politiques publiques de lutte contre les changements climatiques.</p> <p>Le FEM finance plusieurs projets de lutte contre les changements climatiques en Guinée ; il est accompagné par le PNUD. Un projet de conservation des écosystèmes de la Mano River Union et la gestion des eaux internationales est notamment co-financé par le FEM. La continuité et le renforcement de ce soutien est souhaité.</p> <p>La Banque Mondiale finance actuellement un programme d'appui à la gouvernance du secteur minier, intégrant un volet environnemental. Des discussions ont été entamées avec l'AFD pour le renforcement de l'application du Code Minier en matière de compensation des dégradations environnementales par les activités minières. Ce soutien est vivement attendu pour la mise en œuvre l'engagement de la CPDN relatif à l'exploitation minière.</p> <p>Une institution sera sollicitée pour favoriser le renforcement de capacités afin de permettre à la Guinée de désigner et de faire accréditer une Entité nationale de mise en œuvre pour le Fonds Vert, lui permettant ainsi un accès direct.</p> <p>En tant que PMA, un appui fort du Fonds Vert est requis pour soutenir en particulier les programmes liés à la sécurité alimentaire et à l'efficacité énergétique.</p> |
| Marchés carbone | <p>La Guinée est un pays Non-Annexe I de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et fait partie des Pays les Moins Avancés (PMA). Il soutient l'inclusion des marchés internationaux du carbone tels que le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) dans un accord post 2020 sur le climat et propose qu'un tel instrument, couplé à un régime comptable approprié (MRV), puisse être utilisé pour aider à financer certains investissements dans les infrastructures sobres en carbone et résilientes au changement climatique. La Guinée considère que certaines des options de développement sobres en carbone contenues dans cette CPDN, ou des actions supplémentaires, pourraient être financées entièrement ou en partie, par le transfert international d'actifs carbone en tenant compte des considérations d'intégrité de l'environnement et de transparence.</p> <p>Néanmoins, aucun projet MDP n'ayant été validé en Guinée jusqu'alors, un renforcement de capacités serait indispensable.</p> <p>Par ailleurs, la République de Guinée n'a pas encore formulé de stratégie REDD+ ; elle est néanmoins en lien avec la FAO pour évaluer les besoins de la Guinée sur ce point.</p> |
| Financements privés | <p>La République de Guinée souffre en particulier de faibles moyens pour satisfaire les besoins en investissement de son budget national. Le recours accru à la finance privée peut, dans ce cadre, permettre d'accélérer la mise en œuvre des engagements. Les efforts accomplis en</p> |

| | |
|--|--|
| | <p>matière d'amélioration du climat des affaires (la progression de la Guinée dans le classement <i>Doing Business</i> de la Banque Mondiale en témoigne) sont susceptibles d'améliorer la propension à l'investissement des acteurs privés.</p> <p>A ce titre, on notera d'une part que l'encadrement social et environnemental des investissements privés est assez inégal selon les secteurs : s'il est relativement exemplaire sur le secteur minier, il est moins contraignant sur d'autres (forêts par exemple). Le recours à des partenariats publics-privés doit donc faire l'objet d'évaluations préalables.</p> <p>Enfin, la diaspora guinéenne pourrait contribuer de façon plus active au développement bas carbone et résilient du pays, notamment en réorientant ses flux financiers (environ 150 millions USD / an) vers le secteur formel.</p> |
|--|--|